



Strasbourg, le 9 mars 2017

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°263-2017 du 9 mars 2017

Séance du : 9 mars 2017
Sous la présidence de : Alain Fontanel, Président

Ont assisté à la séance : 19 membres
Absents excusés : 9 absents excusés dont 4 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Claire ANTONY, Dominique BANNWARTH, Azzedine BOUFRIOUA, Jean-Luc BREDEL, Marilyn CLAUDOT, Olivier DELOIGNON, Alain FONTANEL, Ange-Frédéric KOFFI, Pierre LITZLER, Serena MANGANAS, Annick NEFF, Ada REICHHART, Michel SAMUEL-WEIS, Éric SCHULT, Emmanuel SEJOURNE, Alain SPOHR, Gérard STARCK, Jan-Claire STEVENS, Catherine TRAUTMANN.

Pouvoirs :

Camille GANGLOFF donne pouvoir à Annick NEFF
Sophie KOHLER donne pouvoir à Dominique BANNWARTH
Nicolas MATT donne pouvoir à Alain FONTANEL
Jean VERNE donne pouvoir à Claire ANTONY

Absents excusés :

Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER
Nicolas MATT, Henri METZGER, Darek SZUSTER, Jean VERNE.

6ème point de l'ordre du jour : Modification de l'état des emplois de la HEAR : transformation du poste d'assistant informatique à temps non complet en poste à temps complet

Délibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

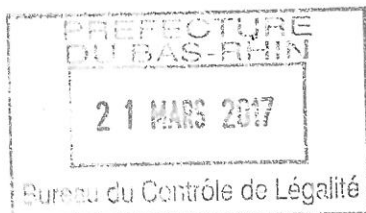
- décide de la création de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Vote

Votants : 23
Pour : 23
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le21 mars..... 2017
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le21 mars..... 2017 à17 heures.



Alain Fontanel
Président



Délibération du Conseil d'administration n°263-2017 - du 9 mars 2017

Objet : Modification de l'état des emplois de la HEAR : transformation du poste d'assistant informatique à temps non complet en poste à temps complet

Exposé des motifs

Le service informatique de la HEAR est actuellement composé de deux agents : un technicien à temps plein, responsable de la coordination générale des systèmes d'information de l'établissement, et son assistant à temps non complet qui assure, 20 heures par semaine, une permanence technique quotidienne sur le site d'arts plastiques de Mulhouse ainsi que des missions ponctuelles d'appui sur des projets transversaux.

Déjà en charge de la gestion directe des réseaux informatiques pédagogiques et de la téléphonie des deux sites d'arts plastiques, le service informatique bénéficie, pour encore quelques mois, du soutien des directions informatiques des deux villes fondatrices pour la gestion des deux réseaux administratifs dans le cadre de conventions d'assistance.

L'arrivée à échéance prochaine de ces conventions (octobre 2017) et la place croissante qu'occupe le numérique dans l'enseignement artistique militent en faveur d'un renforcement du service et d'un élargissement de ses compétences, notamment dans le domaine des outils de création graphique et de l'environnement Mac.

C'est la raison pour laquelle il est proposé de transformer le poste d'assistant à temps non complet actuellement pourvu dans le cadre d'un contrat d'accompagnement vers l'emploi en poste à temps complet (Adjoint technique à technicien ou agent éligible aux dispositifs en vigueur en matière de contrats aidés) au 1^{er} avril 2017.

Sur le plan budgétaire, cette transformation sera financée par la suppression de la facturation des prestations d'assistance assurées par les services informatiques des deux villes.

Sur le plan juridique, cette transformation se traduira par une création de poste puis la suppression ultérieure du poste d'assistant à temps non complet, une fois le comité technique consulté et le poste vacant.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré:

- décide de la création de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 9 mars 2017
relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est supprimé/ transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
nouvel emploi créé	Assistant informatique	Technique ou contrat aidé	C/B ou contrat aidé	Adjoint technique territorial/ technicien territorial/ ou contrat aidé	Adjoint technique territorial ou contrat aidé	Technicien territorial	TC (100%)	1	01/04/2017	Art. 3-1; 3-2 Loi n° 84-53 ou contrat aidé	IM 325 /Smic	IM 498
Emploi supprimé	Assistant informatique	Contrat aidé	Contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE)	CAE	CAE	CAE	TNC (20/35ème)	0,57	Après avis du comité technique et vacance du poste			

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.